

• **L'AVENIR DE LA WALLONIE.** Par André Van Aelbrouck.

L'avenir de la Wallonie ? Cela se clarifie.

Nous sommes de plus en plus coincés, c'est évident, entre les Flamands et l'Europe. Les premiers continuent à nous harceler, et, trêve communautaire ou non, à resservir leurs discours agressifs. De son côté, et la réunion de Nice en est l'illustration lumineuse, au sein de l'Europe le poids des grands pays sera de plus en plus lourd et déterminant.

La Wallonie, petit pays, en union si possible avec Bruxelles, n'a qu'une sortie possible : acquérir son autonomie et se proclamer République laïque. Dans un second temps, elle négociera son rassemblement à la France. Celle-ci renforcée de quelques millions d'habitants deviendra en importance le deuxième pays de l'Union européenne. Nous avons tout à y gagner.

Printemps 2001 - il est temps de...

**renouveler sa cotisation !
s'affilier au R.W.F.-R.B.F. !**

Indiquez clairement votre nom et votre adresse, ainsi que la mention : cotisation R.W.F 2001. Dès réception de votre versement sur le numéro de compte de la section Brabant Wallon 000-0700633-02 (bulletin de virement en annexe), nous vous enverrons votre carte de membre. Le montant des cotisations est fixé comme suit :

Etudiant – chômeur – retraité : 300 francs

Membre ordinaire : 750 francs

Membre d'honneur : à partir de 1000 francs

Rassemblement Wallonie-France - BP 28 - 1050 Ixelles 1

<http://www.ifrance.com/rwf>

Courriel : rwf@ifrance.com

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du R.W.F.

Belgique - België

P.P.

1420 Braine-l'Alleud 1

n° 6/68910

RASSEMBLEMENT WALLONIE - FRANCE



M. Philippe Lenaerts
48 avenue Jean Palfyn
1020 Bruxelles

Lundi 26 mars 2001 à 20 h 30

Salle Ferrer à l'ULB (Auditoire H.2215)

Où va la Belgique ?

Débat avec la participation de

Guido Fonteyn, éditorialiste du *Standaard*

Paul-Henry Gendebien, Président du RWF,

Olivier Maingain, Président du FDF,

Marc Platel, journaliste et attaché de presse de la Volksunie

Entrée gratuite.

Une organisation des sections

Bruxelles et Brabant wallon du RWF

Pour tous renseignements :

02/384.16.05

02/742.29.36

Trimestriel – Deuxième année – n° 7

Février 2001 – Edition spéciale Brabant wallon

Bureau de dépôt : Braine l'Alleud

Editeur responsable : Paul-Henry GENDEBIEN

Jevigné 38 à 4990 LIERNEUX

<http://www.ifrance.com/rwf>

Courriel : rwf@ifrance.com

Vous trouverez ci-dessous la traduction libre d'un éditorial (site Volksunie, 18.1.2001) de Geert Bourgeois. L'ex-président de la Volksunie réagit, non sans ironie, aux propos lillois de Robert Collignon. Dans cet inédit en français, il y est plus particulièrement fait allusion aux déclarations orangistes du Président du Parlement flamand De Batselier à Eindhoven - qui en a parlé dans la presse francophone ? - et à l'absence (?) de réactions au message de Robert Collignon.

• COLLIGNON REVE DU GIRON PARISIEN.

Le « Amis wallons, séparons-nous » du président du Comité du Pèlerinage de l'Yser suscita en son temps un flot de réactions négatives en Wallonie. Mais qu'en est-il des récentes déclarations de Collignon, président du Parlement wallon, prônant le rattachement de la Wallonie à la France. Voyons un peu.

Le président du Parlement flamand De Batselier a dit à Eindhoven (Pays-Bas) que la Flandre doit demander son rattachement à la mère-patrie néerlandaise dès lors qu'il n'est plus possible de vivre plus longtemps dans le cadre belge avec ces voisins wallons égoïstes.

C'est pourtant un message similaire que son collègue wallon Collignon a lancé lors d'un discours à Lille la flamande. Il s'est demandé si dans l'hypothèse où la Wallonie opprimée ne trouvait pas protection à La Haye, il ne valait pas mieux pour ses frères et sœurs rejoindre le giron parisien afin d'échapper au joug flamand.

Et voyez-vous, le Palais Royal niché dans Bruxelles-la-belge n'a pas cloué le scélérat (sic) au pilori. Monsieur Collignon, pourtant président d'un parlement, plaide ouvertement la scission du pays. Monsieur Collignon est évidemment un homme politique wallon et non un flamand.

Du côté wallon, certains n'ont jamais abandonné le rêve d'une Wallonie transformée en énième département français. Comme au bon vieux temps où Napoléon jouait ici au patron. En 1830, la plupart des « nouveaux Belges » ne voulaient d'ailleurs pas devenir belges mais plutôt de vrais Français. C'est parce que Londres désirait tout sauf ça que les Wallons sont devenus belges. Dans les premiers jours qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, le Congrès wallon demanda de façon presque unanime le rattachement de la Wallonie à la France. Lors de la Question royale, le Consul de France à Liège promit même l'appui de troupes françaises aux insurgés wallons en cas de nécessité.

Le président du Parlement wallon n'est donc effectivement pas le premier belgo-wallon qui déclare ne pas se sentir chez lui en Belgique. Il n'y a pas si longtemps, devant la Chambre des représentants au grand complet, le flamboyant (ndlr : *en français dans le texte*) PS Eerdeken brandissait la menace d'une sécession de la Wallonie.

« Amis wallons, séparons-nous ». C'est ce qu'a proposé le Comité du Pèlerinage de l'Yser. En provoquant de nombreuses réactions au sud de la frontière linguistique. Nos voisins wallons ne se montrent pas toujours linguistiques avec eux-mêmes, et pas seulement dans ce dossier.

• REFORME COPERNIC. Communiqué RWF du 10.2.2001.

Le Rassemblement Wallonie-France s'insurge contre les déclarations du Ministre de la Fonction publique Luc Van den Bossche publiées dans le journal Le Soir de ce jour.

La réforme Copernic n'a en réalité d'autre but que de privatiser les reliquats de l'Administration fédérale belge. Bien plus, l'appel aux managers du privé permet de contourner définitivement les lois linguistiques en matière de recrutement.

La Police fédérale, Belgacom, La Poste, la SNCB et la Fonction publique deviennent peu à peu des entreprises belgo-flamandes où le français est remplacé de manière sournoise par le flamand et l'anglais. De plus en plus, les Francophones sont éliminés des postes dirigeants. On assiste à une volonté précise et active de la Flandre de vouloir contrôler les secteurs clé de notre société, qu'ils soient publics, politiques ou privés.

Le RWF-RBF dénonce plus particulièrement les propos scandaleux du Ministre où ce dernier avoue qu'il accorderait, à qualités égales, une préférence à un manager étiqueté socialiste plutôt qu'à un chrétien ! Cette preuve de clientélisme et de politisation outrancière, qui va à contre-courant de la prétendue nouvelle culture politique, devrait suffire à réclamer la démission de Monsieur Van den Bossche.

En conclusion, le RWF-RBF affirme que l'intérêt général des Francophones sera mieux défendu dans le cadre de la République française. Il plaide également pour des fonctionnaires mieux rémunérés ainsi que pour la généralisation du régime des 35 heures, comme c'est actuellement le cas en France.

Il soutient la manifestation de la Fonction publique qui se déroulera, à l'appel des organisations syndicales, le mardi 13 février 2001 à Bruxelles.